



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire du 29 JUIN 2021  
prescrivant la mise en place de servitudes d'utilité publique  
sur l'ancien site industriel exploité par la société SAS ECO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE  
sis 1 rue Louis Gélis  
sur le territoire de la commune de SAINT-JUÉRY**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier le titre 1 du livre V et les articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;
- Vu** le décret du président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Michel LABORIE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel LABORIE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** la note du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en date du 8 février 2007 adressée aux Préfets de département, relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;
- Vu** la circulaire spécifique aux modalités de réhabilitation des anciennes installations classées du 8 février 2007 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous-destinations de construction pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents tenant lieu ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 octobre 1991 autorisant l'exploitation d'une fonderie d'aluminium au lieu-dit «Sabanel» sur la commune de SAINT-JUÉRY (81160) par la SARL Société Métallurgique du Tarn ;
- Vu** le récépissé du 23 juin 1998 de la déclaration du 19 juin 1998 par laquelle la SARL SOBRAL signale avoir succédé à la Société Métallurgique du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 6 février 2002 fixant des prescriptions techniques complémentaires pour le fonctionnement de la SARL SOFUAL MÉTALLURGIQUE DU TARN ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2010 actualisant le classement et les prescriptions de fonctionnement de la SARL SOFUAL MÉTALLURGIQUE DU TARN ;
- Vu** le récépissé du 8 avril 2019 de la déclaration du 8 mars 2019 par laquelle la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE signale avoir succédé à la SARL SOFUAL MÉTALLURGIQUE DU TARN ;
- Vu** le courrier du 17 novembre 2020 par lequel la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE a notifié à Madame la Préfète du Tarn l'arrêt définitif de ses activités d'affinage et de recyclage des métaux au 31 juillet 2019 ;
- Vu** le rapport intitulé « Déclaration de cessation d'activité » – Rapport de l'organisme agréé ARTIFEX du 21 décembre 2020, complété par celui du 13 janvier 2021 et celui du 27 janvier 2021 pour le compte de la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE, dernier exploitant et propriétaire des parcelles du site ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 janvier 2021 concernant l'inspection du site de la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE le 27 janvier 2021 ;
- Vu** le procès verbal de récolement des travaux de dépollution en date du 28 janvier 2021, transmis le 16 février 2021, par la préfecture à la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE, à Monsieur le Maire de SAINT-JUÉRY conformément à l'article R512.39.3-III du code de l'environnement ;
- Vu** la transmission du présent projet au maire de SAINT-JUÉRY, au service administration du droit des sols de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois, en date du 10 février 2021 ;
- Vu** la transmission du présent projet à la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE, en date du 22 avril 2021 ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant formulée par courriel en date du 27 avril 2021 ;
- Vu** l'absence d'avis du service administration du droit des sols de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois ;
- Vu** l'avis du conseil municipal de SAINT-JUÉRY en date du 12 mars 2021 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2021 ;
- Vu** l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Tarn par consultation électronique, qui s'est terminée le 4 juin 2021, au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

**Considérant** que la totalité du site est positionné sur dalle étanche à l'exception de la zone « jardin », ayant servi de stockage de métaux, magnésium, containers, caisses plastiques, huiles, déchets divers ;

**Considérant** qu'au droit de cette ancienne zone de stockage, l'ensemble des matériaux stockés a été évacué vers des sites d'élimination agréés et vers des sites de valorisation ;

**Considérant** que des analyses de sol et de lixiviats ont été réalisées au droit de cette zone et ont révélé des teneurs élevées, par rapport aux seuils des déchets admissibles en ISDI conformément à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, en carbone organique total et aluminium au niveau des sols et en fluorure, antimoine, plomb, molybdène, mercure et aluminium au niveau des lixiviats ;

**Considérant** que l'excavation et l'évacuation des terres structurant cette zone est techniquement et économiquement difficile compte-tenu de l'épaisseur des remblais (4 mètres au minimum), le taux de polluants modérés, l'absence d'écoulements importants sur cette zone, du risque important à créer des transferts de matériaux en cas de réalisation de travaux de terrassement ;

**Considérant** que la majorité des pollutions de cette zone ne présente pas de lien avec l'activité de la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE et semblent plutôt liées à la nature des remblais utilisés à l'époque pour la création de la zone ;

**Considérant** qu'il convient, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, de prendre des mesures en vue d'assurer le maintien dans le temps des dispositions prises et la surveillance de cette zone ;

**Considérant** que l'occupation des sols et l'utilisation de l'eau doivent être limitées aux usages définis compte tenu des pollutions résiduelles identifiées et qu'il convient de mettre en place des servitudes d'utilité publique sur la zone « jardin » pour rendre pérennes les restrictions d'usages ;

**Considérant** qu'il convient à cette fin de limiter ou d'interdire des modifications de l'état du sol et du sous-sol, d'en limiter les usages, compte tenu de la présence résiduelle de métaux lourds et d'hydrocarbures ;

**Considérant** que le préfet peut fixer, par arrêté préfectoral pris après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, toute prescription additionnelle que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn*

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup> - Parcelles concernées**

Les servitudes d'utilité publique sont instituées sur une partie de la parcelle n°6 cadastrée section AD du territoire de la commune de SAINT-JUÉRY qui a accueilli les activités de la société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE dont le siège social est situé 991 route du Dauphiné sur la commune de COLOMBIER-SAUGNIEU (69124).

La délimitation de la parcelle concernée par les présentes servitudes est précisée par le plan en annexe 1.

Ces servitudes sont destinées à assurer la pérennité des restrictions d'usages du site concerné, et la protection des personnes en cas d'occupation des terrains.

### **Article 2 – Servitudes et restriction d'usages**

Les seuls usages autorisés sur la parcelle décrite ci-avant sont les occupations et utilisations du sol et du sous-sol correspondant aux destinations de construction suivantes, définies par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2016 susvisé :

- « industriel, artisanal ».

Ces usages sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions ci-après.

### **Article 3 – Dispositions générales**

#### **3.1. Utilisation des terrains**

L'utilisation des terrains par quelque personne que ce soit, physique ou morale, publique ou privée, devra toujours être compatible avec :

- l'usage prévu pour le site dans le cadre de la réhabilitation indiquée à l'article 2 du présent arrêté ;

- les limitations au droit d'occuper le sol, décrites dans le présent arrêté, instaurées compte tenu de la nature des substances présentes sur le site et de la pollution résiduelle après réhabilitation.

Le propriétaire des terrains doit conserver en mémoire l'historique du site, respecter les limitations portées par le présent arrêté à l'utilisation du sol et du sous-sol, et assurer l'intégrité des aménagements réalisés dans le cadre de la réhabilitation ainsi que les accès à ceux-ci.

En cas d'utilisation du terrain par une personne ou une entité autre que le propriétaire (le locataire), la mise en place d'une convention entre le locataire et le propriétaire est nécessaire. Celle-ci doit définir les conditions d'application des servitudes et leur respect. C'est le propriétaire qui est en charge de l'application de l'ensemble des servitudes. Le locataire devra également s'engager au strict respect des servitudes et de leurs modalités de contrôle. Il tiendra donc informé le propriétaire de toute action pouvant y porter atteinte.

### 3.2. Modification d'usage

Toute modification de l'usage des terrains prévu à l'article 2 par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la levée ou la modification des présentes servitudes. Cela ne sera possible qu'après la réalisation d'études techniques (par exemple d'un plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

Il appartiendra au porteur du projet de prendre en charge les travaux et investigations complémentaires induits par ce changement d'usage en procédant à :

- une actualisation de l'analyse des risques sanitaires résiduels permettant de démontrer l'absence de risques pour les futurs usagers ;
- la mise en œuvre des actions de réhabilitation complémentaires et/ou des dispositions constructives nécessaires pour s'assurer de la compatibilité des nouveaux usages avec la situation environnementale du site.

Si nécessaire, la révision des présentes servitudes devra être menée.

### 3.3. Levée des servitudes

Les servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur établissement, ou d'études particulières, et après instruction du dossier par les autorités compétentes.

### 3.4. Servitude de restriction d'usage des eaux souterraines

L'utilisation des eaux souterraines au droit du site à des fins de consommation humaine directe ou indirecte, de consommation animale ou d'irrigation est interdite.

## **Article 4 – Servitudes de restriction d'usage du sol et du sous-sol**

Au niveau de cette zone, sont interdits toutes constructions, aménagements, installations et activités susceptibles de modifier l'état du sol ou du sous-sol ou susceptible de favoriser les écoulements ou l'infiltration et ne respectant pas les usages de l'article 2 du présent arrêté. Les dispositions suivantes sont donc interdites :

- réalisation de trous et autres travaux en profondeur, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental ;
- aménagement ou construction portant atteinte à la stabilité de la couverture du remblai ;
- opération pouvant entraîner une diminution de l'étanchéité de la couverture ou du sous-sol ;
- réalisation d'excavations, forages et tous travaux en profondeur excepté des travaux en lien avec une analyse des sols ;
- réalisation de construction ou ouvrages nécessitant des fondations ;
- irrigation des terrains ;

- création de dépressions pouvant favoriser une accumulation, stagnation, infiltration des eaux météoriques.

Sur cette zone, ne sont autorisées que les interventions ne remettant pas en cause l'usage des sols en respect du règlement local d'urbanisme en vigueur :

- activités industrielles, artisanales n'engendrant aucun risque de pollution, sous réserve d'un traitement préalable du sol : stabilisation et imperméabilisation (bicouche 0/20 par exemple) ;
- travaux en lien avec un diagnostic des sols ou une sécurisation du site (forages/interventions géotechniques, forage de reconnaissance ...).

## **Article 5 – Cession**

En cas de cession, le vendeur doit informer l'acquéreur de l'état, des dangers et des inconvénients du site dans les conditions de l'article L.514-20 du Code de l'Environnement, et notamment de l'existence de servitudes d'utilité publique.

## **Article 6– Publication à la conservation des hypothèques**

La présente décision d'institution de servitudes d'utilité publique peut être déférée devant le tribunal administratif de TOULOUSE. Le délai de recours est de 2 mois pour l'ancien exploitant de l'installation classée et de 4 ans pour les tiers à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 7– Plan local d'urbanisme**

Les servitudes d'utilité publique font l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques effectué par la SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE. Une ampliation du présent arrêté sera portée à connaissance du maire de SAINT-JUÉRY pour être intégrée au Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

## **Article 8 – Délais et voie de recours**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de TOULOUSE soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 9 – Publicité**

**9.1.** Le présent arrêté sera affiché à la mairie de SAINT-JUÉRY pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services du maire.

**9.2.** Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 10 – Ampliation

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation en sera adressée à :

- Messieurs les directeurs de société SAS ÉCO MÉTAL RECYCLAGE INDUSTRIE en tant que dernier exploitant et propriétaire ;
- Monsieur le maire de SAINT-JUÉRY ;
- Monsieur le directeur départemental des Territoires ;
- Monsieur le chef du service interministériel régional de défense et de protection civile ;
- Monsieur le directeur de la DREAL Occitanie ;
- Monsieur le directeur des services fiscaux ; chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Albi, le **29 JUIN 2021**

Pour la préfète, par délégation,  
Le secrétaire général,



Michel LABORIE

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

## **ANNEXE**

## Annexe n° 1 : Plan cadastral du périmètre des servitudes

Commune	Section	Numéro parcelle	Surface totale	Surface de la SUP
Saint-Juéry	AD	46 pour partie	1 483 m <sup>2</sup>	950 m <sup>2</sup>

